

La contribution du Canada au principal programme d'aide de l'Association, le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (FCCT), a été relevée de 1,3 million de dollars, ce qui représente plus de 35 % du budget total du Fonds, auquel le Canada est désormais le plus important collaborateur. Une autre initiative digne de mention, annoncée par le premier ministre Mulroney à Nassau, consiste en l'octroi de 25 millions à des pays du Commonwealth, en guise d'appui au programme d'immunisation des enfants mis sur pied par l'ONU.

Dans d'autres domaines, le Commonwealth a continué de s'intéresser activement au renforcement des institutions multilatérales de l'ONU, grâce aux activités informelles de coordination des ministres lors de réunions précédant les conférences des Nations Unies (par exemple, les réunions des ministres de la Santé à Genève, avant l'Assemblée mondiale de la santé; des ministres du Travail et de l'Emploi, dans le cadre de la Conférence de l'OIT; des ministres de l'Éducation de certaines provinces canadiennes, pour préparer la Conférence générale de l'UNESCO; et enfin des ministres des Finances, à la veille des réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI). Les ministres du Commonwealth chargés de la condition féminine ont créé un important précédent en se réunissant à Nairobi avant que ne débute la Conférence des Nations Unies consacrée à l'examen et à l'évaluation de la Décennie des Nations Unies pour la femme.

Parmi les 300 ONG qui forment le « Commonwealth officieux », il importe de noter que le Commonwealth Trade Union Council, dirigé par le président du Congrès du travail du Canada, a poursuivi son œuvre importante dans la lutte contre l'*apartheid* en organisant des cours de formation à l'intention de syndicalistes sud-africains.

La francophonie

Sans conteste, le point culminant de l'année a été la tenue du premier Sommet francophone. Comme par les années précédentes, le Canada a pris une part très active à toutes les activités de la francophonie internationale.

Le premier Sommet francophone s'est déroulé à Paris, du 17 au 19 février 1986. Quarante et un États et gouvernements y ont pris part. À tous égards, le Sommet a connu un vif succès. Ses résultats, tant au niveau politique et économique qu'au chapitre de la coopération technique et culturelle, attestent que le défi de taille qu'il représentait a été relevé avec éclat. La participation canadienne, au premier titre celle du premier ministre Mulroney, a été déterminante. Le Canada a donné le ton au Sommet et, de plus, imprimé à la francophonie entière une dynamique nouvelle. Pour bien marquer sa volonté de coopération avec la communauté francophone internationale, le Canada a annoncé une série d'initiatives, dont la mise sur pied d'un programme de bourses de la francophonie et l'instauration d'un programme d'immunisation universelle à l'intention des pays en développement, membres de la francophonie. Le prochain Sommet aura lieu d'ici deux ans au Canada, à Québec. Entre-temps, un Comité de suivi a été chargé de l'exécution des décisions prises au Sommet de Paris et de l'élaboration de propositions sur l'avenir des institutions de la francophonie, plus particulièrement de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT).

Afin de marquer l'Année internationale de la jeunesse, la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française (CONFESJES) a tenu en juillet 1985, à

Yamoussoukro, Côte d'Ivoire, les « Jeux de la CONFESJES », rencontre internationale de jeunes francophones, qui regroupait quelque 2 000 participants de 26 pays membres. D'aucuns voient dans cette manifestation sportive et culturelle un événement qu'il serait intéressant de transformer en institution pour l'ensemble des pays membres de la francophonie. La CONFESJES a tenu en outre sa sixième session ministérielle à Djibouti, les 2 et 3 décembre 1985.

Pour sa part, l'Agence a tenu sa dixième conférence générale, à Dakar, en décembre 1985. À cette occasion, un nouveau secrétaire général a été élu, M. Paul Okumba d'OKWATSEGUE du Gabon, en remplacement de M. Owono N'GUEMA, qui occupait cette fonction depuis 1981.

La Conférence annuelle des ministres de l'Éducation (CONFEMEN), qui s'est tenue à Cotonou, au Bénin, en mars 1986, a complètement réformé ses structures et a adopté une programmation qui met en relief à quel point l'Afrique francophone doit se doter de matériel didactique de conception et de fabrication africaines.

L'important réseau des ONG, composante essentielle de la francophonie, a continué d'apporter sa précieuse contribution dans tous les secteurs d'activités humaines, à l'avantage surtout des pays membres en voie de développement.

Énergie

Durant l'année financière 1985-1986, d'importants changements se sont produits sur les marchés pétroliers mondiaux, les prix accusant une baisse marquée au cours des trois derniers mois de la période. Entre-temps, la politique énergétique canadienne a continué de se développer, tout particulièrement avec la déréglementation du marché national du pétrole en juin, la conclusion d'un accord de tarification du gaz naturel entre le gouvernement fédéral et les provinces productrices de l'Ouest en octobre, et l'adoption, à la fin de 1985, de mesures législatives régissant l'exploitation des ressources énergétiques dans les régions éloignées du Canada.

Le Canada a participé activement aux travaux de plusieurs instances multilatérales chargées d'examiner divers dossiers énergétiques internationaux. Les ministres de l'Énergie des pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) se sont réunis en juillet pour marquer le dixième anniversaire de l'Organisation et pour réaffirmer leur engagement à l'égard des programmes et objectifs énergétiques de l'Agence, y compris l'importance de maintenir et de promouvoir des marchés ouverts dans ce secteur. À l'occasion de cette réunion, un Canadien a été porté à la présidence au Conseil de direction de l'Agence. À l'automne, les membres ont participé au cinquième essai des systèmes d'allocation, afin que leur capacité d'application du système de répartition du pétrole en cas d'urgence soit à jour. La chute des prix mondiaux du pétrole, au début de 1986, a fait l'objet de consultations au sein de l'AIE en février et en mars.

Au nombre des autres rencontres multilatérales sur l'énergie auxquelles le Canada a participé, figure la réunion de la CEE/ONU qui s'est déroulée à Genève, en septembre, et à laquelle assistaient les conseillers principaux des gouvernements en matière d'énergie.

En 1985-1986, le Canada a tenu des discussions bilatérales avec plusieurs pays au sujet de l'énergie. C'est ainsi que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a visité la République populaire de Chine, l'Allemagne de l'Ouest, le